

RAPPORT



Ombudsman

Médiatrice du Grand-Duché de Luxembourg

Service du contrôle externe des lieux privés de liberté

Le Centre Socio-Educatif de l'Etat Rapport de suivi 2016

Commentaires et réactions

Table des matières

Prise de position de Monsieur le Ministre de la Sécurité Intérieure	3
Prise de position de Monsieur le Ministre de la Justice	3
Prise de position de l'ORK	5
Prise de position de la Direction du CSEE	6
Prise de position du Parquet Général	15

Prise de position de Monsieur le Ministre de la Sécurité Intérieure :

Madame la Médiateure,

J'accuse bonne réception de votre rapport provisoire sur le Centre socio-éducatif de l'Etat qui a retenu toute mon attention.

Je me permets de relever, en ce qui concerne le point (49) du rapport, que des premiers pourparlers ont eu lieu entre la Police et la direction de l'UNISEC afin d'élaborer les procédures de coopération qui tiennent compte aussi bien des doléances exprimées dans votre rapport que des nécessités du terrain.

En ce qui concerne le point (50), je peux confirmer que les prescriptions de service de la Police Grand-Ducale prévoient que le port des menottes n'est en principe pas prévu pour un transport de personnes mineures, sauf pour de raisons de sécurité. Toutefois, il faut prendre en considération que la Police est requise par les autorités judiciaires afin de procéder à un transport, respectivement pour les retours de fugue, qu'il faut présumer une certaine dangerosité de la personne concernée, respectivement que le risque d'une fuite soit réel. Le rapport mentionne d'ailleurs à ce sujet que « *Certains mineurs ont avoué avoir affiché un comportement agité ou agressif envers les agents de Police* ». Néanmoins, un rappel des prescriptions de service sera fait au personnel de la Police Grand-Ducale.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Veuillez agréer, Madame la Médiateure du Grand-Duché de Luxembourg, l'expression de ma considération très distinguée.

Commentaire du Médiateur :

En ce qui concerne le point 49 du rapport, le Médiateur salue le fait que des premiers pourparlers ont eu lieu entre la Police et la direction de l'UNISEC afin d'élaborer les nécessaires procédures de coopération. Il demande à être tenu informé des résultats de ces négociations.

Prise de position de Monsieur le Ministre de la Justice :

Madame le Médiateur,

J'ai l'honneur de me référer par la présente à votre courrier du 6 mars 2017 par lequel vous m'avez transmis la version provisoire du rapport visé sous rubrique.

Conformément à votre courrier précité, je vous fais tenir ci-joint mes commentaires. Veuillez agréer, Madame le Médiateur, l'expression de ma considération distinguée.

Observations du Ministère de la Justice par rapport à la version provisoire du 6 mars 2017

1) page 24, paragraphe (31) :« ...La Médiateure est d'avis qu'une pareille situation est le signe d'un dysfonctionnement important dans le système de la protection de la

jeunesse actuellement impliqué (lisez : appliqué) » et page 33, point 6. « Remarques relatives au Projet de loi 5351 » :

La réforme du système de la protection de la jeunesse est actuellement en cours de finalisation. Le texte martyr, dont notamment les points évoqués dans le rapport concerné, a été discuté lors de plusieurs réunions au Ministère de la Justice avec les principaux acteurs concernés. Le texte final sera déposé dans les meilleurs délais.

2) page 30, alinéa 1er : « ... La Médiateure note avec satisfaction que cette recommandation ait été suivie d'effets et qu'il est désormais prévu de procéder au recrutement de 28 agents de sécurité. »

Cette recommandation a effectivement été prise en compte et le recrutement est actuellement en cours.

Toutefois, en dépit de tous les efforts déployés, il importe de rappeler que le recrutement d'agents pénitentiaires pour les besoins de l'UNISEC est et reste tributaire, d'une part, d'un nombre suffisant de candidatures, de la réussite aux examens et de la disposition des candidats ayant réussi à vouloir travailler au sein l'UNISEC et, d'autre part, du recrutement d'un nombre suffisant d'agents pénitentiaires afin de pouvoir assurer également la mise en service du futur centre pénitentiaire d'Uerschterhaff à Sanem dans les délais prévus.

3) page 46, paragraphe (62) : « ... La Médiateure réitère son point de vue quant aux placements de mineurs au CPL qu'elle a déjà exprimé dans plusieurs rapports, à savoir qu'elle s'oppose au maintien de la possibilité d'incarcérer des mineurs dans un établissement pénitentiaire réservé aux adultes, à l'exception des rares cas visés par l'actuel article 32 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. »

Comme il est relevé à juste [titre] dans le rapport sous examen, la volonté politique de ne plus placer des mineurs au centre pénitentiaire de Luxembourg a toujours été claire et l'est d'ailleurs encore, alors que tous les travaux en cours, tant ceux relatifs à la réforme pénitentiaire que ceux relatifs à la réforme de la protection de la jeunesse poursuivent le but d'abandonner ces placements.

Néanmoins, l'abandon définitif de ces placements requiert l'existence d'une structure adéquate susceptible de prendre en charge les mineurs concernés.

Commentaires du Médiateur :

Le Médiateur ne partage pas l'argument avancé par le ministre de la justice, avançant qu'une structure adéquate susceptible de prendre en charge les mineurs actuellement placés au CPL fait défaut.

Il est d'avis que l'UNISEC qui serait théoriquement opérationnelle répond aux impératifs sécuritaires nécessaires pour prendre en charge ces mineurs. Eventuellement, des dispositions supplémentaires devraient être prises pour sécuriser davantage l'unité vers l'extérieur alors que notamment des objets pourraient être jetés de l'extérieur vers l'intérieur de l'enceinte.

Le Médiateur soutient la position que l'UNISEC devrait être utilisée pour prendre en charge les mineurs qui sont actuellement placés au CPL et uniquement ces mineurs-

ci. Il admet que l'emplacement de l'UNISEC est très mal choisi et elle a déjà à plusieurs reprises critiqué la proximité de cette unité avec l'internat du CSEE. Néanmoins, cette structure existe désormais et peut représenter un outil très intéressant.

L'UNISEC devrait uniquement être utilisée pour éviter les placements des mineurs au CPL. De ce fait, l'argument souvent avancé pour dire qu'il importe de protéger des mineurs placés à l'UNISEC d'un mineur ayant commis des faits qualifiés infractions ne joue pas, alors que les mineurs séjournant à l'UNISEC auraient tous plus ou moins le même profil.

Le Médiateur est d'avis que l'UNISEC ne devrait pas être utilisée pour enfermer les mineurs ayant fait plusieurs fugues et qui nécessitent un cadre fermé pour que les professionnels puissent trouver un accès au mineur et réaliser un suivi socio-éducatif.

Il ne nie cependant pas qu'une pareille possibilité soit utile pour permettre de travailler avec les jeunes qui fuient régulièrement de l'internat. Il donne à considérer que la section fermée sur les deux sites n'est plus que très rarement utilisée et recommande d'analyser la possibilité de réaménager ces cellules (ou du moins une partie) et de les transformer en une section, certes fermée vers l'extérieur, mais équipée de manière adaptée pour un séjour plus prolongé et sans appliquer (d'office) un régime d'isolement pendant la durée du séjour. Pendant le séjour à cette section, un suivi individuel très conséquent devrait être mis en place pour essayer d'établir la relation de confiance nécessaire pour travailler utilement avec le mineur par après.

Prise de position de l'ORK :

Madame la Médiateure,

(...)

L'ORK félicite la Médiateure pour son rapport et partage largement ses appréciations et ses conclusions, notamment en ce qui concerne l'enfermement des pensionnaires pendant la nuit.

L'ORK adhère au constat de la Médiateure que l'hétérogénéité des pensionnaires à Dreiborn et à Schrassig ne permet de d'organiser une prise en charge efficace conformément à l'esprit de la loi sur la Protection de la Jeunesse. Les prises en charge devraient être adaptées au vécu, au caractère, de l'état psychologique et mental et aux besoins du jeune placé, mais l'existence de ces grandes structures « melting pot » rend difficile une telle approche.

L'ORK soutient vivement la médiateure lorsqu'elle exige la création de plusieurs structures décentralisées et de petite taille permettant une différenciation et une meilleure individualisation des prises en charge.

Les remarques par rapport à l'UNISEC concordent avec celles que l'ORK avait faites dans son avis de 2014.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie l'ORK pour son soutien général quant à ses recommandations formulées dans son rapport de suivi.

Prise de position de la Direction du CSEE :

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie la Direction du CSEE d'avoir soumis ses observations. Il regrette toutefois que le Ministre de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Président de la Commission de Surveillance et de Coordination n'aient pas communiqué de prise de position. Les observations de la Direction du CSEE ne remplacent en effet pas les points de vue du Ministère, ni de la Commission de Surveillance et de Coordination.

I. Introduction

La Direction du CSEE tient à remercier la Médiateure d'avoir su apprécier les grands efforts réalisés au CSEE au cours des dernières années.

Depuis 2014, les responsables du CSEE se distancent de plus en plus de l'approche répressive pour faire valoir des objectifs psychopédagogiques. La Direction estime que les infrastructures des internats de Dreiborn et de Schrassig revêtent le caractère d'un hospice et ne correspondent plus aux exigences actuelles d'un travail psychopédagogique et thérapeutique visant à accompagner et à structurer des jeunes en détresse et à les préparer progressivement à une autonomie de vie. La réorganisation des internats de Dreiborn et de Schrassig, tout comme la décentralisation de plusieurs unités de vie, sont indispensables à une évolution de l'institution et à son adaptation aux défis du futur.

Dans cet esprit, la Direction du CSEE a rédigé une note à l'adresse du Ministère de tutelle concernant un projet de décentralisation du CSEE :

Construction de 6 unités d'accueil orthopédagogique pour 48 jeunes dans deux communes du pays à déterminer.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur partage intégralement l'analyse de Monsieur le Directeur du CSEE. Il est prêt à soutenir activement toute initiative dans le sens décrit et demande à obtenir de plus amples renseignements sur le projet de décentralisation du CSEE envisagé.

II. Commentaires

ad (4)

Le projet de construction de pavillons sur le site de Schrassig a été abandonné.

La Direction, en collaboration avec l'Administration des Bâtiments Publics, a visité un site dans la Commune de Capellen qui se prête idéalement pour la construction de 3 pavillons pour 3 unités de vie (2 pour garçons, 1 pour filles) soit au total pour 24 jeunes pouvant fréquenter une école externe et profiter d'un contexte de vie intégré dans la société.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur souhaite être tenu au courant des suites réservées à ce projet.

ad (6)

En ce qui concerne la certification des élèves des classes scolaires du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique ainsi que du régime préparatoire, l'IES dépend du Lycée Technique Joseph Bech (Maacher Lycée).

Les classes d'initiation socio-professionnelle (ateliers) de l'IES accueillent pour la grande majorité des élèves soit en décrochage occupationnel de très longue durée, soit affichant des besoins de prises en charge des plus flexibles et individualisées. Les contenus de ces ateliers ne peuvent par conséquent être évalués par le biais de certificats relevant du régime professionnel voire d'un autre régime curriculairement prédéfini (p. ex. classe IPDM ou COIP) et offert par un lycée.

Ne bénéficiant pas d'un statut de lycée autonome, l'IES n'est pas habilité à exercer une fonction diplômante.

Par ailleurs, une telle certification autonome, libellant l'IES en tant qu'établissement diplômant, porterait préjudice aux dispositions légales en matière de protection de la jeunesse et entraînerait une stigmatisation des élèves en question.

La Direction du CSEE saura porter la discussion dans les délibérations du collège d'inspection de l'IES.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur demeure d'avis que les efforts scolaires affichés par les pensionnaires devraient faire l'objet de diplômes officiels.

Il est évident pour le Médiateur que l'IES, voire le CSEE ne saurait figurer sur l'attestation demandée. Si pour des raisons de compétence, il est impossible de faire délivrer ces attestations par un Lycée technique, il devrait être possible de les établir directement par le Ministère compétent.

S'il ne devait pas être possible d'offrir une filière diplômante, ne serait-ce que dans un nombre très limité de curricula, le Médiateur suggère que les efforts des élèves de l'IES reçoivent une reconnaissance sous forme d'un diplôme attestant simplement des formations suivies et de leur nature.

ad (7)

La Direction du CSEE comprend parfaitement les remarques de la Médiateure. Ni l'infrastructure ni le nombre élevé des pensionnaires (61 au 11 avril 2017) ainsi que le manque de personnel la nuit ne permettent l'ouverture des chambres la nuit à Dreiborn.

Par ailleurs la grande majorité des jeunes se félicitent de la fermeture des chambres. La Direction comprend le déclaratif de certains pensionnaires qui se disent favorables à

l'ouverture des portes, mais pour des raisons sécuritaires que nous avons déjà relatés dans des commentaires précédents, la Direction respecte le souhait de la majorité des pensionnaires.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur reflète les dires des pensionnaires avancés devant l'équipe de contrôle en 2014 et en 2016.

Il est ensuite de jurisprudence constante auprès de la CEDH que l'insuffisance des infrastructures ne saurait justifier une atteinte aux droits de l'homme.

Le Médiateur est pleinement conscient du manque de personnel présent pendant la nuit. Afin de remédier à cette situation injustifiable par ailleurs, il recommande formellement au Ministère de tutelle d'accorder les crédits budgétaires nécessaires à l'engagement du nombre d'ETP requis auprès du CSEE de Dreiborn afin de permettre une ouverture des portes des chambres également pendant la nuit à l'image de la pratique du site de Schrassig.

Le Médiateur n'accepte pas l'argument que certains pensionnaires se sentiraient plus en sécurité avec des portes fermées. On pourrait facilement prévoir un système où chaque pensionnaire reçoit une clé qui lui permet de fermer la porte de sa chambre de l'intérieur. Il est entendu que le personnel du CSEE pourra quand même ouvrir la porte de l'extérieur à tout moment moyennant leur clé passe-partout.

ad (8)

La Direction du CSEE envisage de mettre en place à côté du système actuel d'achats de vêtements par bon une nouvelle procédure basée sur une avance du comptable extraordinaire.

Une phase pilote de trois mois pour le site de Dreiborn et de Schrassig est prévue au courant de l'année 2017. Il faudra assurer une augmentation des fonds mis à disposition du comptable extraordinaire. La réalisation administrative et financière de cette nouvelle mesure au cours d'une année budgétaire est compliquée mais faisable.

La phase pilote de trois mois en 2017 permet de voir les problèmes éventuels du nouveau système avant de les mettre définitivement en place pour l'année budgétaire 2018.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur félicite les responsables du CSEE de cette initiative et demande à être tenu informé des conclusions tirées après la fin de la phase pilote.

ad (9)

La Direction du CSEE a transformé la buanderie de Schrassig en la divisant en deux locaux distincts, à savoir un local équipé pour les pensionnaires qui peuvent y procéder au nettoyage de leurs effets vestimentaires avec le personnel éducatif, ainsi qu'un deuxième local qui est réservé au personnel professionnel qui gère les stocks des marchandises et y nettoie et répare le linge communautaire. L'accès à ce local n'est pas autorisé au personnel éducatif ni aux pensionnaires.

L'infrastructure à Dreiborn ne permet pas d'installer une buanderie destinée aux membres du personnel et aux pensionnaires dans chaque groupe de vie. La Direction étudie la possibilité d'installer une machine à laver et un sèche-linge dans le troisième groupe (autonome) de Dreiborn.

Vu le manque de place chronique dans l'internat de Dreiborn, la suppression de chambres à coucher pour y installer des buanderies entraînerait une situation de vie encore plus pénible pour les pensionnaires. Il va de soi que la Direction envisagera des buanderies pour chaque groupe de vie une fois la réalisation de la décentralisation terminée.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie les responsables du CSEE pour leur compréhension. Il salue l'initiative d'équiper d'ores-et-déjà le groupe autonome d'une machine à laver et d'un sèche-linge.

Pour le surplus, il y a effectivement lieu de considérer cette recommandation comme projection dans le futur. En aucun cas le Médiateur ne propose la transformation de chambres en buanderie.

ad (10)

Faire suivre plus ou moins 50 garçons par un seul médecin généraliste semble être difficilement réalisable. Le nombre d'environ 20 filles à l'internat de Schrassig facilite évidemment la prise en charge par un seul médecin.

La cohérence et la continuité de la prise en charge médicale semblent également pourtant assurées par l'équipe des infirmières qui fait partie du staff interne du CSEE et qui suit le dossier médical de tout jeune placé au CSEE.

Commentaire du Médiateur :

A vrai dire, le Médiateur a du mal à saisir l'argumentaire du CSEE. Au site du CPG un médecin-généraliste indépendant assure à lui seul, moyennant deux présences par semaine, le suivi médical de 100 détenus.

En outre, le Médiateur pourrait concevoir, comme développé dans le rapport, que plusieurs médecins assurent le suivi des pensionnaires, mais que le même pensionnaire consulterait toujours le même médecin.

Le Médiateur maintient dès lors sa proposition.

ad (11)

L'Unité de Formation Socio-Pédagogique (UFSP) offre une supervision d'équipe et individuelle externe depuis 2008. Au cours de l'année académique 2016-2017, une formation portant sur le projet individuel a été organisée pour le personnel des internats, de l'IES, de l'infirmerie et du SPS.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie la Direction du CSEE pour ces précisions.

ad (13)

Les responsables du CSEE ont entamé des pourparlers avec les responsables du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique afin d'instaurer une collaboration systématique entre les deux institutions pour des missions telles le diagnostic pédopsychiatrique, la supervision de cas et la psychothérapie ambulatoire. Selon les informations des responsables du CSEE, il a été convenu entre le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Ministre de la Santé d'introduire les besoins en personnel nécessaires pour suffire à de telles missions dans le cadre des discussions budgétaires pour 2018.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie les responsables d'avoir suivi sa recommandation et demande à être tenu informé des modalités pratiques de la collaboration qui sera établie.

ad (18)

Depuis un an, le mauvais comportement du jeune n'est plus systématiquement sanctionné par le retrait du retour en famille lors des fins de semaine. Par ailleurs, la famille peut rendre visite au jeune le weekend, visites assorties dans pratiquement tous les cas de sorties de plusieurs heures.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur apprécie cette approche.

ad (19)

Le CSEE vise l'élaboration d'un concept pédagogique adapté aux défis et sollicitations actuelles de la population accueillie. Dans le cadre des discussions y relatives, le sujet des conséquences aux comportements inadaptés des jeunes sera traité de manière prioritaire tout en poursuivant le but d'agir à l'avenir de manière moins répressive et davantage dans un objectif d'éducation et d'autonomisation. La participation à des tâches d'entretien des infrastructures et alentours des bâtisses du CSEE fera certainement l'objet de mesures éducatives et/ou disciplinaires.

Commentaire du Médiateur :

La Médiateure félicite le CSEE pour cette initiative. Il souhaite être tenu informé de l'état des travaux en vue de l'élaboration d'un concept pédagogique.

ad (20)

La Direction du CSEE a insisté auprès du personnel socio-éducatif à ce que les sorties à l'air libre soient scrupuleusement respectées. Il arrive fréquemment que les jeunes ne souhaitent pas profiter de sorties d'une heure et préfèrent plusieurs sorties plus courtes. La Direction veillera à ce que ce droit soit dûment documenté.

Commentaire du Médiateur :

Il s'agit d'un droit essentiel qui ne saurait tolérer aucune violation. Si un pensionnaire désire ne pas faire usage de son droit, il y a lieu de le documenter par écrit et individuellement pour chaque renonciation.

Le Médiateur apprécie l'initiative de répéter l'importance de ce point.

ad (21)

La Direction a rédigé une note en matière de fouilles dans le recueil des règles de conduite.

Le sujet abordé s'inscrit dans le cadre des contraintes pédagogiques et thérapeutiques quotidiennes du CSEE qui en tant que contexte de contrainte est appelé à instaurer un lien avec le jeune placé dans le cadre duquel le jeune noue confiance et admet des réflexions et induit éventuellement des changements relatifs à son comportement. Le personnel de chaque unité (internat, école, SPS, infirmerie) est impliqué étroitement dans la construction de ces liens. Ainsi, il est difficilement réalisable de désigner une unité précise pour réaliser les fouilles corporelles.

Quant au personnel de garde de l'unité de sécurité, une fois opérationnelle, il semble difficile de faire appel à ces personnes pour intervenir à tout moment en dehors de l'Unité de Sécurité dans les autres unités du CSEE.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur n'a jamais préconisé que les fouilles, et, il est à souligner que le point 21 se réfère exclusivement aux fouilles intégrales, aient lieu dans un endroit spécifique déterminé.

Il exige cependant que le déroulement des fouilles intégrales et il ne parle ici que de ce type de fouilles soit réalisé en deux temps conformément aux exigences imposées par le CPT.

Il maintient également l'avis que les fouilles intégrales ne devraient pas être réalisées par des membres du personnel socio-éducatif ou infirmier pour ne pas porter préjudice à la relation de confiance qui doit exister entre eux et les pensionnaires.

ad (22) et (23)

Les responsables du CSEE se sont concertés avec les responsables de la Direction de la Santé, en l'occurrence le Dr Yolande Wagner, pour clarifier la question des possibilités et limites du personnel éducatif dans la distribution des médicaments aux jeunes.

Les responsables de la Santé ont confirmé que le personnel éducatif pourrait intervenir dans la distribution de médicaments pour autant que ces médicaments soient prescrits par un médecin, soient préparés par le service infirmerie et qu'il y ait une délégation de soins donnée par le détenteur de l'autorité parentale, en l'occurrence la Direction du CSEE. Pareille procédure serait également établie dans les Maisons relais dans le contexte d'une délégation de soins accordée par les parents des enfants aux éducateurs les encadrant durant la période d'accueil.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur estime qu'il s'agit d'une procédure qui est de nature à garantir les droits des enfants séjournant en maison relais. La situation est cependant différente dans l'hypothèse du CSEE où le dépositaire de l'autorité parentale est également le supérieur hiérarchique du personnel éducatif appelé à distribuer les médicaments.

Que les médicaments doivent être prescrits par un médecin et préparés par une infirmière est évident. Il s'agit dans le cas d'espèce pour le Médiateur en sa qualité de contrôleur du respect des droits de l'homme, moins de prévenir des fautes médicales ou des traitements médicaux erronés. Le devoir principal du Médiateur consiste à garantir aux pensionnaires du CSEE les mêmes droits que ceux accordés à tous les patients, à savoir que le secret médical est respecté à leur égard en toutes circonstances.

Le fait que le dépositaire de l'autorité parentale, qui peut en effet déléguer certains de ses pouvoirs à de tierces personnes, soit en même temps le supérieur hiérarchique des personnes auxquelles le secret médical serait opposable en l'absence de cette délégation ne saurait invalider le raisonnement à la base.

Par ailleurs toutes les sources de droit supranationales convergent en ce point pour soutenir la primauté absolue du secret médical.

ad (24)

Les élèves en état d'ébriété sont exclus des cours. Les enseignants des classes d'initiation socio-professionnelle ont une sensibilité professionnelle particulière aussi bien pour la condition actuelle de leurs élèves que pour la mise à disposition au cas par cas des différents instruments, matières ou machines.

L'IES dispose d'un éthylomètre.

La possibilité de procéder à des tests de dépistage d'autres substances en cas de doute par l'enseignant responsable serait saluée par la Direction.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur invite les responsables du CSEE à prendre contact avec le Programme TOX du CHL qui dispose de deux antennes, une au CPL et une au CPG.

Les spécialistes de ce programme sont tout à fait à même de conseiller le CSEE en la matière.

Le Médiateur souhaite être tenu informé des suites réservées à cette recommandation.

ad (28)

La Direction du CSEE est d'accord avec la Médiateure de prévoir une petite réserve dans les réfrigérateurs à l'extérieur de la cuisine. Pour des raisons de sécurité, la mise en place d'une machine à découper n'est pas envisageable vu qu'elle devrait, faute de place, se situer dans le même local où les jeunes prennent leurs repas.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie la Direction du CSEE d'avoir suivi la recommandation. La seule chose qui importe au Médiateur est de s'assurer que les quantités disponibles soient

suffisantes. Les modalités peuvent évidemment être déterminées par les responsables du CSEE.

ad (29)

Les démarches auprès de patrons d'entreprise ou d'instances administratives telles que l'Administration de l'Emploi sont assurées par l'équipe 'vie professionnelle' de l'IES.

Il peut arriver que des rendez-vous doivent être décalés pour des raisons d'urgence ou de disponibilité. Ces formalités dans le chef du projet individuel du jeune sont alors réalisées ultérieurement. Un nouveau rendez-vous est toujours fixé immédiatement lors de l'annulation.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur souligne que dans toute la mesure du possible, les annulations devraient être évitées, même si de nouveaux rendez-vous peuvent immédiatement être fixés. Il comprend toutefois qu'il arrive que le personnel doive faire face à des situations inattendues qui ont des répercussions sur l'organisation de ces rendez-vous.

ad (30)

La Direction a noué des contacts avec le Planning Familial. Des séances d'éducation sexuelle et affective sont programmées pour l'année scolaire à venir avec le Planning Familial.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur s'en réjouit, les pensionnaires, surtout du site de Schrassig, ont fait part à l'équipe de nombreuses fois combien elles appréciaient ces séances. Le Médiateur est pour le surplus convaincu que ces séances sont hautement utiles.

ad (31)

Les responsables du CSEE essaient dans la mesure du possible à ce que les jeunes rencontrent leur juge pendant le placement. Chaque demande d'un jeune pour rencontrer son juge est respectée.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur ne doute pas que chaque demande émanant d'un jeune pour rencontrer le juge de la jeunesse en charge de son dossier soit respectée. Il lui importe toutefois que de pareilles rencontres aient lieu, même en absence d'une demande émanant de la part du mineur.

ad (34)

Afin de garantir que le repas soit vécu comme un moment communautaire (plus ou moins 80 couverts à midi) et que les jeunes ne courent pas dans tous les sens, la Direction a décidé

de fermer le réfectoire à clé. A partir de septembre 2017, la Direction envisage deux services pour le midi et reconsidérera la recommandation de la Médiateure.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie le CSEE pour cette initiative et souhaite être tenu au courant des évolutions.

ad (36)

La Direction veillera à respecter la recommandation de la Médiateure et se concertera avec l'Administration des Bâtiments Publics pour réaliser les travaux nécessaires.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie les responsables du CSEE.

ad (38)

Les responsables du CSEE remercient la Médiateure de sa remarque et veilleront à ce que le personnel socio-éducatif fasse preuve d'une attitude professionnelle envers les mineurs.

ad (39)

Tout projet émanant des éducateurs est discuté dans la réunion du comité de direction quant à sa faisabilité et son intérêt pédagogique.

ad (43)

La cuisine sur le site de Schrassig constitue l'atelier cuisine de l'IES fréquenté par 2 à 4 jeunes. Cet atelier cuisine sera transféré dans le nouveau bâtiment en voie de construction sur le site de Dreiborn. La Direction reconsidérera la recommandation de la Médiateure d'utiliser la cuisine de Schrassig pour les besoins de l'internat des filles.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie les responsables du CSEE de tenir compte de la recommandation et souhaite être tenu informé des suites réservées à ce dossier.

ad (48)

La Police Grand-Ducale effectue l'extraction et la garde du pensionnaire à partir de la salle de fouille à l'entrée du bâtiment selon les mêmes règles que ceux issus du Centre Pénitentiaire de Luxembourg. Lors du retour, en principe le pensionnaire sera pris en charge par les agents de sécurité à l'entrée de l'Unité de Sécurité. Quant à l'hospitalisation d'un pensionnaire, une collaboration avec un Hôpital Général ayant la possibilité d'offrir une chambre sécurisée est prévue.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur remercie les responsables du CSEE de lui faire parvenir, sous format électronique, l'ensemble des procédures applicables à l'UNISEC déjà finalisées.

Le Médiateur rappelle également que seul le CHL dispose de deux chambres sécurisées. Il émet de sérieux doutes que le CPL, voire le CPG soient disposés à les mettre à disposition du CSEE en cas de besoin.

ad (49)

Les commentaires faits sous les points (10), (13), (22) et (23) par rapport aux internats de Dreiborn et Schrassig valent également pour l'Unité de Sécurité.

Prise de position du Parquet Général :

Après lecture du rapport provisoire de la Médiateure concernant sa mission de contrôle auprès du Centre socio-éducatif de l'Etat, les remarques suivantes s'imposent :

- P.5, alinéa 6 :

Outre le fait que la remarque, formulée de façon très vague, est invérifiable, il y a lieu de rappeler que les mesures de placement relèvent de la compétence des autorités judiciaires qui prennent leurs décisions en leur âme et conscience et sur base d'informations auxquelles ces personnes n'ont pas forcément accès. Par ailleurs, si une mesure de placement devait se révéler inopportune, ces personnes pourraient s'adresser aux juges de la jeunesse en charge du dossier ou inciter le mineur concerné à exercer les voies de recours prévues par la loi.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur a volontairement formulé la remarque de manière vague. Différentes sources lui ont fait part de ce ressentiment et le Médiateur a cru utile de le mentionner, même s'il n'est pas à même de l'apprécier, ni de le vérifier.

- P.5, alinéa 9 et 10

Il convient encore une fois de rappeler que, sauf en ce qui concerne l'unité de sécurité, les mesures de placement ne sont pas à considérer comme des mesures « privatives de liberté ». Elles constituent une mesure de protection prise dans l'intérêt du mineur, au sens de la loi modifiée du 10 août 1992.

Il est évident qu'une action préventive efficace serait saluée par les autorités judiciaires, qui par ailleurs se féliciteraient d'une diversification des structures, telle que préconisée par la Médiateure. Cependant à l'heure actuelle, les placements au CSEE restent souvent la seule solution envisageable, dès lors qu'au moment du signalement la situation du mineur est tellement compromise, qu'une action « préventive » n'est plus possible.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur s'étonne de la remarque du Parquet Général. Plusieurs réunions ont eu lieu afin de clarifier les compétences du CELPL dans le domaine de la protection de la jeunesse.

Le Médiateur va rappeler les arguments principaux qui légitiment l'intervention du MNP luxembourgeois dans le domaine de la protection de la jeunesse.

L'article 4.2. de l'OPCAT définit différents éléments de définition de la privation de liberté et la qualifie notamment de « placement d'une personne dans un établissement public ou privé de surveillance dont elle n'est pas autorisée à sortir à son gré, ordonné par une autorité judiciaire ou administrative ou toute autre autorité publique ».

Concernant les placements au CSEE, certains éléments de définition sont rencontrés de manière non-équivoque. Il est un fait que celui-ci est placé, sur ordre d'une autorité judiciaire, dans une structure publique dont il n'est pas autorisé à sortir à son gré, seul le critère de l'établissement « de surveillance » pourrait être questionné.

Le Médiateur voudrait se référer à l'arrêt *A. et autres c. Bulgarie*, dans lequel la CEDH a décidé que le placement d'un mineur en « foyer d'accueil temporaire pour mineurs », voire en « institution spécialisée » équivaut à une privation de liberté.

Au sujet du cadre légal entourant le placement d'un mineur en « institution spécialisée », la Cour explique que *« la loi en question vise à protéger les enfants, c'est-à-dire les personnes âgées de moins de dix-huit ans (...). Elle garantit notamment une protection aux enfants en danger, c'est-à-dire ceux sur lesquels les parents ne veillent pas suffisamment, ceux qui sont victimes d'abus, de violence, d'exploitation ou de tout autre traitement inhumain ou dégradant au sein ou en dehors de la famille, ou encore ceux dont le développement physique, psychique, moral, intellectuel ou social est en péril, etc. (...) »*.

*La loi prévoit diverses mesures de protection, notamment le placement en institution spécialisée. Les demandes de placement sont introduites auprès du tribunal de district, qui se prononce à l'issue d'une audience publique en présence de l'enfant concerné. Le tribunal détermine la durée de la mesure (...). Le placement en institution spécialisée ne peut être décidé que lorsqu'il n'est plus possible de maintenir l'enfant dans le cadre familial (...) »*¹.

Les circonstances menant à un tel placement en « institution spécialisée » peuvent être légitimement comparées à celles susceptibles de mener à un placement d'un mineur au CSEE.

Dans l'arrêt cité, le Gouvernement soutient que « le placement litigieux constitue non pas une mesure privative de liberté au sens de l'article 5 de la Convention mais une mesure de protection », objection contestée par la requérante.²

La Cour souligne que *« pour déterminer si une personne a été privée de sa liberté, il faut partir de sa situation concrète et prendre en compte un ensemble de critères comme le genre, la durée, les effets et les modalités d'exécution de la mesure considérée (...) »*³.

¹ CEDH, *A. et autres c. Bulgarie*, 29 nov. 2011, Requête N° 51776/08, §§45-46.

² *Ibid.*, §§101-102.

³ *Ibid.*, §§59-60.

Au vu de ces éléments, le Médiateur est d'avis que les placements au CSEE remplissent tous les éléments énoncés à l'article 4 de l'OPCAT définissant la privation de liberté et que dès lors l'ensemble du CSEE fait partie des lieux privatifs de liberté tombant dans le champ de compétence du Mécanisme National de Prévention.

Le Médiateur voudrait pour le surplus rendre attentif au fait qu'un rapport dressé par des observateurs externes peut être bénéfique pour les mineurs placés, mais également pour l'institution en général et le personnel y affecté, tout en sensibilisant les responsables politiques et l'opinion publique aux problématiques.

- P.8

Concernant les critiques relatives au fonctionnement du CSEE (fermeture des portes, lessives, achat de vêtements...), il y a lieu de souligner que cette situation résulte d'un manque flagrant de moyens, tant financiers que humains, et non d'une mauvaise volonté de la part des responsables du Centre. La soussignée ne peut dès lors qu'approuver les développements de la Médiateure concernant l'amélioration des infrastructures et l'augmentation du personnel encadrant.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur met souvent en avant l'engagement des membres du personnel qui arrivent ainsi à combler certaines défaillances infrastructurelles. Elle réitère néanmoins également qu'une insuffisance des infrastructures ou des moyens ne peut pas légitimer une violation des droits de l'homme. Elle se réjouit dès lors que le Parquet Général se rallie à sa recommandation.

- P.24 (31)

Il est plus qu'improbable qu'un pensionnaire du CSEE n'ait pas rencontré le juge de la jeunesse en charge de son dossier pendant un an. En effet, s'il est vrai que la loi modifiée du 10 août 1992 ne prévoit pas la nécessité d'une audience préalable à la prise d'une mesure de garde provisoire, il est un fait que les juges de la jeunesse rencontrent très souvent les mineurs et leurs familles dans le cadre d'entrevues au bureau. Par ailleurs, un mineur placé, de même que ses parents ou tuteur, ont toujours la possibilité de demander la mainlevée de la mesure de garde et dans ce cas, une audience doit avoir lieu endéans les trois jours. A cela s'ajoute que les juges de la jeunesse se rendent régulièrement au CSEE de Schrassig et de Dreiborn pour y rencontrer les mineurs qu'ils y ont placés. Il est dès lors osé de parler de « dysfonctionnement ».

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur rapporte les informations recueillies sur place. Si les juges de la jeunesse affirment qu'il est impossible que les mineurs n'aient pas rencontré le juge de la jeunesse en charge de leur dossier pendant une période aussi prolongée, il est d'avis qu'il existe un réel besoin de clarification auprès des mineurs qui ne semblent pas être au courant de l'identité, voire du rôle joué par le juge de la jeunesse. Le Médiateur ne croit d'ailleurs pas qu'il s'agit d'une affirmation volontairement faussée des mineurs, alors que les affirmations étaient trop spontanées et trop fréquentes.

- P.29, point 4, alinéa 5

Les critères de placement sont définis par l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992.

Commentaire du Médiateur :

Dans une matière aussi délicate que la protection de la jeunesse, qui peut entraîner des placements à long terme, le Médiateur opte toujours pour la solution offrant la plus grande transparence. Il estime dès lors qu'il est indiqué de préciser les critères de placement qui peuvent mener à un placement à l'unité de sécurité. Les critères à la base d'un tel placement devraient en toute logique être différents de ceux à la base d'un placement aux internats du CSEE. Autrement, la nouvelle infrastructure serait dépourvue de toute valeur ajoutée et de tout sens.

Le fait de mentionner les critères pouvant mener à un placement à l'UNISEC permettrait de dessiner le profil de la future population ce qui aiderait à développer les concepts adaptés et nécessaires à la prise en charge des pensionnaires.

Le Médiateur réitère sa vision des choses suivant laquelle uniquement les mineurs qui à l'heure actuelle font l'objet d'un placement au CPL devraient être placés à l'UNISEC.

- Concernant les remarques relatives au projet de loi 5351

La soussignée s'étonne des remarques relatives audit projet de loi, qui fait actuellement l'objet de discussions dans le cadre d'un groupe de travail dont les travaux sont confidentiels. J'estime dès lors qu'il n'appartient pas à la Médiateure d'en diffuser en partie le contenu et de critiquer la position adoptée par les autorités judiciaires dans le cadre de ces travaux.

Par ailleurs, certaines remarques procèdent d'une méconnaissance de la loi du 10 août 1992. En effet, s'il est vrai que le « recours » contre une mesure de garde se fait par une requête devant le juge de première instance, un appel est toujours possible contre la décision prise sur requête et cet appel est porté devant la chambre d'appel de la jeunesse de la Cour supérieure de justice (cf. P.40, 2^{ème} alinéa). La même constatation s'impose, quant à ses développements relatifs à la prétendue privation à un double degré de juridiction en raison du cumul des compétences (P.41 dernier alinéa).

Pour le surplus la soussignée n'entend pas se prononcer sur des questions qui sont actuellement encore en discussion au sein du groupe de travail.

Commentaire du Médiateur :

Le Médiateur s'étonne de la critique formulée par le Parquet général en ce qui concerne la confidentialité des informations révélées. L'affirmation que les discussions soient laborieuses semble couler de source lorsqu'un projet met plus de 15 ans à aboutir.

Le Médiateur rappelle que le rapport adressé aux intéressés est provisoire et confidentiel. Néanmoins, il précise qu'il se base sur des documents publics qui peuvent être consultés sur le site de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne les remarques relatives aux réexamens des mesures de garde, le Médiateure maintient sa position sur le cumul des fonctions et qu'il est important de

veiller à une impartialité objective sans faille. Pour ces raisons, il estime qu'un changement dans la procédure s'imposerait.

Remarque double degré de juridiction à discuter